

Caen, le 22 novembre 2018

Aux syndicats CGT de Normandie.

Copie : NVO – Comité Régional

N° 20

Cher (e) s Camarades,

Quel avenir pour nos services de santé en Normandie ?



La NVO sera présente à la fête de l'Humanité à Rouen les 24 et 25 novembre 2018, et organise un débat sur notre système de santé.

Avec Macron, nous allons vers une médecine à 2 vitesses : Celle des riches et celle des pauvres.

Comment on évite cela ? Quand on sait qu'aujourd'hui, **30%** des Français renoncent au moins, à un soin médical par manque d'argent.

Le gouvernement, avec son Plan régional Santé 2018 -2022, veut imposer une nouvelle cure d'austérité au financement de la protection sanitaire et sociale.

En Normandie, des milliers de suppressions de lits et de postes de personnel hospitalier, ceci dans tous les hôpitaux et établissements de santé publics des 5 départements sont programmés.

Le Plan Régional Santé en Normandie prévoit la fermeture de :

- 6 services de médecine.
- 6 services d'urgence.
- 6 services du traitement du cancer.
- 6 services de chirurgie.
- 3 services d'obstétrique.
- 1 service de psychiatrie.

Un Débat important :

En lien, avec les luttes dans nos départements, qui ont permis de faire reculer le gouvernement.

- Lutte à l'hôpital du Rouvray (30 postes obtenus).
- Lutte à l'hôpital du Havre (34 postes obtenus).
- Lutte à l'hôpital d'Evreux (6 postes obtenus).

➔ En lien, avec les propositions de la CGT.

➔ En lien avec le lancement de la campagne CGT pour la reconquête de la Sécurité Sociale.



Les intervenants au débat sont :

- **Lionel LEROGERON**, Secrétaire Général du Comité Régional CGT Normandie.
- **Christian LETELLIER**, représentant CGT à la CARSAT et à l'ARS.
- **Corinne VAUTIER**, syndicat CGT des Organismes Sociaux (*Membre du Comité Régional CGT Normandie*).

Participeront également au débat :

- **Bruno Fresnard**, CGT hôpital du Rouvray.
- **Jérôme Pineau**, CGT hôpital d'Evreux.
- **Pascal Morel**, Secrétaire Général de l'UD CGT 76. (*Membre du Comité Régional CGT Normandie*)
- **Olivier Guillot**, Secrétaire Général de l'UD CGT 27. (*Membre du Comité Régional CGT Normandie*)

Débat animé par un journaliste de la NVO.

Quel avenir pour nos services de santé en Normandie ?

Débat : **Samedi 24 novembre, 14 heures.**

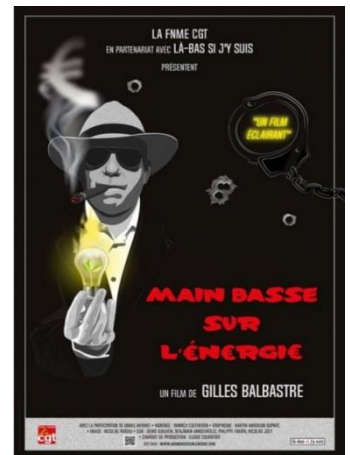
Stand NVO, Fête de l'Humanité
Parc des expositions à ROUEN

La NVO vous invite également à un autre débat.

L'association « Droit à l'énergie » et le syndicat CGT énergie Rouen, vous invitent à un débat, **à partir de la projection du film « MAIN BASSE SUR L'ÉNERGIE »** de Gilles Balbastre, en partenariat avec la FNME CGT.

Débat :

- **Samedi 24 novembre à 15 heures.**
- **Dimanche 25 novembre à 14 heures.**



Avec **Stéphane Tison** (*revue 100% public*), **Yves Ledoux** (*Institut Etudes et Développement FNME – CGT*), **Arnaud Faucon** (*INDECOSA-CGT*), **Christine Boulier** (*Présidente de l'association Droit à l'Énergie-Stop aux coupures Normandie*).

Article publié sur le site NVO, le 11 octobre 2017.

La liste est longue, des pans de services publics tombés aux mains de groupes privés depuis 1986. Fruit du partenariat FNME-CGT/Là-bas si j'y suis, le film « *Main basse sur l'énergie* », de Gilles Balbastre, décrypte et dénonce cet inquiétant démantèlement d'un bien commun aussi lucratif que vital. Avec ce film, la FNME-CGT veut « *bousculer pour se faire entendre* ».

Hausse des tarifs, baisse du service, casse de l'emploi, tel est, pour le public, le bilan de la voracité des groupes du secteur privé. Leur avidité est sans limites lors qu'il s'agit de distribuer des rémunérations indécentes à leurs dirigeants et des dividendes toujours plus importants à leurs actionnaires. La banque, les télécommunications, l'industrie pharmaceutique, l'information, le BTP, les transports, l'industrie, les autoroutes, les assurances, et bien sûr l'énergie en font les frais, et les usagers en paient les pots cassés.

Entre 1986 et 2016, ce sont une soixantaine de groupes et entreprises (et non des moindres) qui sont ainsi, partiellement ou totalement passés du public au privé. Ainsi, ces entreprises, financées avec l'argent et les efforts des contribuables, sont-elles livrées à un secteur privé uniquement intéressé par en empêcher les bénéfices.